

« TENDANCES DE L'ORIENT »

La Syrie, l'Ukraine et le monde nouveau

par Pierre Khalaf

PARTENAIRES | BEYROUTH (LIBAN) | 3 MARS 2014

ENGLISH



Vladimir Poutine

La Syrie, l'Ukraine et le monde nouveau

Par Ghaleb Kandil

Ce qui s'est passé en Ukraine est le résultat d'une décision américano-européenne, prise depuis un certain temps, d'asséner un coup dur à la Russie au cœur de sa sphère d'influence stratégique [1]. L'Ukraine est d'une grande importance sur les plans économique et militaire pour la Russie. Située entre l'Asie et l'Europe de l'Est, elle constitue un de ses rares accès aux eaux chaudes, avec la flotte de la Mer noire, basée en Crimée. C'est par l'Ukraine, aussi, que passe les gazoducs, qui alimentent l'Europe en gaz russe.

Il va sans dire que le coup d'Etat américano-européen en Ukraine est totalement anticonstitutionnel et n'a rien de démocratique, ni

de pacifique. Il constitue une violation flagrante de l'accord conclu sous l'égide des ministres européens des Affaires étrangères entre le président Viktor Ianoukovitch et l'opposition. Les empreintes des services de renseignement états–uniens et européens apparaissent clairement dans les événements qui ont conduit à l'éviction de Ianoukovitch, lequel a trouvé refuge en Russie.

Cette escalade occidentale face à la Russie a pour but d'imposer à Moscou les règles du nouveau partenariat international, dirigé par les États–Unis, conformément au concept de Richard Haas, président du Council of Foreign Relations [2].

Ces développements placent la Russie devant le défi de défendre sa sécurité nationale et ses intérêts supérieurs, ainsi que sa conception du partenariat international entre elle et les États–Unis.

Il faut reconnaître que la Russie a fait preuve d'un laisser–aller à la veille de la conférence de Genève II sur la Syrie, ce qui a encouragé Washington et l'Occident à tester la possibilité de forcer le bras du commandement russe et de consacrer des précédents et des faits accomplis supplémentaires.

En acceptant que l'Iran ne soit pas invité à la conférence de Genève II, et que le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki–moon, continue à recevoir des ordres des États–Unis, la Russie a donné des signaux de soumission au concept du partenariat conduit par les États–uniens, au détriment de la logique de l'équilibre et de l'égalité des responsabilités. Cela a naturellement poussé les États–uniens et les Occidentaux à faire preuve d'arrogance et d'actes provocateurs, qui se sont manifestés à la conférence de Munich au sujet de l'Ukraine et du bouclier anti–missile.

L'État syrien est parvenu, à travers sa fermeté dans la gestion de la confrontation, à faire échec à l'agression et à préserver son alliance avec la Russie. La solidité, la rationalité et l'esprit de résistance, avec lesquels la délégation gouvernementale syrienne a négocié à Genève, ont permis de faire échouer le plan US d'exploiter les lacunes apparues à cause de la mollesse relative de la Russie. Aujourd'hui, après ce qui s'est passé en Ukraine, toute réévaluation de la part de la Russie doit aboutir à une plus grande fermeté dans la lutte contre le terrorisme et à un isolement de tous les États impliqués dans le soutien au terrorisme. Elle doit s'activer au Conseil de sécurité pour agir contre les sponsors du terrorisme,

conformément à la vision défendue par la Syrie et l'Iran. Ces deux pays ont déployé des efforts sérieux pour préserver et renforcer leur alliance avec la Russie, tout en prenant soin de ménager les calculs de Moscou, même lorsqu'ils n'étaient pas totalement convaincus de la lecture et de l'analyse russe de la position états-unienne au sujet de la lutte contre le terrorisme. Un terrorisme soutenu, financé, armé et entraîné par des États satellites des États-Unis, notamment la Turquie, le Qatar et l'Arabie saoudite.

Quelle que soit la nature de la riposte de la Russie en Ukraine, elle sera en harmonie avec une politique russe plus ferme dans le dossier syrien. Pendant ce temps, l'État syrien et ses alliés enregistrent des succès politiques et militaires et le leadership syrien jouit d'un soutien populaire grandissant. Les États-Unis s'apprêtent à couvrir un projet israélien d'établir une « zone de sécurité » en territoire syrien, placée sous le contrôle d'une milice syrienne auxiliaire d'Israël.

Quelques mois nous séparent de l'heure de vérité en Afghanistan, où l'administration Obama sera contrainte d'ouvrir des canaux de négociations avec l'Iran et la Russie. Ces mois vont connaître l'apparition de nouvelles équations, permettant d'instaurer un nouveau partenariat international, qui doit commencer par le changement de la structure et des rapports de force aux Nations unies, pour libérer cette organisation de l'hégémonie US.

La victoire de la Syrie, qui se profile à l'horizon, sera couronnée par la réélection du président Bachar al-Assad, comme le reconnaissent des rapports de renseignement états-uniens présentés au Congrès US.

On assistera alors à la naissance du monde nouveau.

Déclarations et prises de positions

Michel Sleiman, président de la République libanaise

*« Ceux qui s'opposent aujourd'hui à la **Déclaration de Baabda** sont ceux-là même qui revendiqueront sa mise en œuvre plus tard. En effet, la Déclaration a été adoptée lorsque des combattants du Nord du Liban ont commencé à se rendre en Syrie. L'ordre a alors*

été donné au commandement de l'armée, devant le Conseil des ministres, d'intercepter tout trafic d'armes, d'arrêter tous les combattants, par la force s'il le faut et de perquisitionner tout endroit susceptible d'abriter des armes. Tout le monde était d'accord. Cependant, certaines parties ont déclaré plus tard ne pas approuver la Déclaration et ont même prétendu ne pas en avoir discuté au sein du comité de dialogue. Les séances du comité de dialogue sont intégralement enregistrées, gardant donc une trace de toutes les interventions des participants, des corrections formulées et des suggestions. Certains avaient apporté des corrections linguistiques, d'autres des amendements politiques. C'est ainsi qu'après quatre heures et demie de réunion, le président de la Chambre, Nabih Berry, a lu la version finale et que la Déclaration a pu être adoptée et soumise aux instances internationales. Malgré tout cela, on ose prétendre que la Déclaration n'a pas été discutée et que le papier a été distribué aux participants. La stratégie nationale de défense a été mise en place pour traiter la question des armes. Elle table sur le fait que l'armée devra assumer toutes les missions lorsqu'elle aura la capacité de défendre le Liban. Ensuite, durant une deuxième étape, l'armée pourra profiter des armes de la Résistance par le biais d'un mécanisme réglementé et conformément à une décision politique. La présidence de la République a toujours existé et existera toujours, indépendamment de moi. Je refuse de considérer l'absence de quorum comme un acte démocratique. J'espère pouvoir prononcer mon discours de départ – que j'ai déjà donné l'ordre de préparer – au palais de Baabda lors de la cérémonie de passation du nouveau président. Si, à Dieu ne plaise, les élections n'ont pas lieu, je prononcerais quand même un discours de départ. Ce serait le pire des scénarios. »

Michel Aoun, chef du Courant patriotique libre

« L'élection d'un président consensuel signifie l'élection d'un président faible facile à contrôler. Un président fort devrait avoir une importante assise populaire, être capable de discuter avec toutes les parties et de renforcer l'application de la Constitution. S'ils veulent vraiment un État fort, j'ai mes chances. Sinon, qu'ils élisent quelqu'un d'autre. Il existe une volonté internationale de

préserver la stabilité au Liban et d'organiser les élections dans les délais. Je suis l'allié du Hezbollah en ce qui concerne la question de la résistance, et je crois que chaque peuple dont la terre est occupée a le droit d'essayer de la libérer par tous les moyens, mais je ne suis pas en conflit avec le Courant du futur. Je n'ai, par contre, aucun contact avec Samir Geagea, qui a refusé toute communication avec nous quand nos députés ont tenté d'arranger une rencontre. L'existence de kamikazes libanais confirme le fait que le Liban constitue un terrain propice à la prolifération du terrorisme. »

Walid Joublatt, chef du Parti socialiste progressiste

« Il est très possible d'aboutir à une déclaration ministérielle acceptable qui puisse mentionner la résistance, puisque la langue arabe est assez riche et permet de nombreuses nuances. Il est important de prendre en considération le fait que le Liban est occupé par Israël et que l'État et le peuple libanais ont le droit de résister. Je suis favorable à l'élection d'un président consensuel, ce qui nécessite une coordination entre le président de la Chambre Nabih Berry et Saad Hariri. C'est par le dialogue et l'élection d'un président consensuel que les répercussions des crises régionales peuvent être atténuées, surtout que la Syrie est sujette à une guerre dure et peut-être à la division. »

Nawaf Moussaoui, député du Hezbollah

« La résistance et ses acquis sont partie intégrante de l'histoire nationale libanaise. S'agissant d'une constante du pacte national et d'un fondement de la coexistence, il est normal que ce gouvernement, tout comme ses prédécesseurs et ses successeurs, exprime dans sa déclaration ministérielle son engagement fixe à l'égard du droit des Libanais à la résistance contre l'occupation, l'agression et les menaces israéliennes. »

Alain Aoun, député du Courant patriotique libre

« Le président Michel Sleiman avait informé le CPL qu'il ne serait pas intransigeant pour ce qui est de l'inclusion de la déclaration de Baabda dans la déclaration ministérielle et que ses ministres exprimeraient des réserves au cas où. Nous espérons que les autres parties ne seront pas plus royalistes que le roi. »

Samy Gemayel, député Kataëb du Metn

« Il n'existe aucun consensus au sujet de la résistance. Qui va faire de la résistance ? La formule relative au droit des Libanais à la résistance est étrange. Que veut-elle dire ? Que nous devons vivre dans une jungle et que nous devons distribuer des armes à tous les Libanais ? Seul le Hezbollah exprime des réserves au sujet de la déclaration de Baabda. »

Ahmad Hariri, secrétaire général du Courant du futur

« Notre seule arme reste la modération. Les rancunes n'édifient pas des nations et seules les armes légales peuvent régler le problème que posent les armes illégales. Mais soyons réalistes, la stabilité ne peut pas être instaurée au Liban tant que le Hezbollah combat en Syrie, et avant que le régime de Bachar el-Assad ne tombe, parce qu'il est la principale cause du chaos au Liban. »

Événements

- Le ministère libanais de l'Intérieur, Nouhad Machnouk, a ordonné samedi la fermeture dès lundi de deux centres de distribution de gaz domestique à Bir Hassan, dans la banlieue sud de Beyrouth, en raison de menaces terroristes, rapporte l'Agence nationale d'information (ANI, officielle). Les deux centres seront fermés pour une période déterminée, le temps de vider les réservoirs de gaz. Le ministère de l'Intérieur a indiqué dans un communiqué que l'enquête menée avec des suspects ont montré que des attentats suicide étaient en préparation contre ces centres de stockage du gaz. Des mesures de sécurité seront prévues autour des centres.

- L'Armée libanaise a arrêté mercredi dans la Békaa un commandant du Front al-Nosra, la branche d'Al-Qaëda en Syrie qui combat le régime aux côtés des rebelles, a affirmé à l'AFP un responsable des services de sécurité. « Les renseignements de l'armée ont arrêté un des commandants d'al-Nosra dans la région de Macharikh el-Qaa » frontalière de la Syrie, a indiqué cette source. Un porte-parole de l'Armée libanaise a affirmé de son côté à l'AFP qu'« une personne soupçonnée d'être un commandant d'al-Nosra a

été arrêtée par l'armée dans l'est du pays ». « Le prévenu est interrogé », a-t-il précisé.

- Le quotidien *Al-Akhabar* a rapporté que des services de sécurité libanais ont demandé au député Talal Arslan de renforcer les mesures de sécurité qui l'entourent et de prendre des précautions dans ses déplacements, après qu'ils aient reçu des informations sur un plan visant à l'assassinat.

- Citant des sources de sécurité, le quotidien *An-Nahar* a rapporté, mercredi, que deux jeunes gens étaient postés dans la matinée de mardi sur le toit d'un immeuble dans la région de l'Unesco (Beyrouth) surplombant le siège de l'ambassade de Russie, et utilisaient des jumelles et des caméras. Une dame qui les a aperçus a averti les services de sécurité. Mais lorsqu'une patrouille est arrivée sur les lieux, les deux hommes avaient déjà quitté vers une destination inconnue.

- Le Front extrémiste al-Nosra a exécuté deux Syriens pro-régimes au Liban, ont rapporté vendredi plusieurs médias. Les corps du Syrien Ali et Mohammad Kouz ont été retrouvés à Wadi Hmeid près de Ersal, après un communiqué d'al-Nosra menaçant 12 Syriens qu'il accuse d'être un partisan du régime syrien.

- Au moins 175 rebelles islamistes, des étrangers pour la plupart, ont été tués dans une embuscade tendue dans les environs de Damas, près de Otaïba, dans la Ghouta orientale, par l'armée syrienne, rapporte l'agence de presse officielle SANA et des sources de l'opposition. L'agence Sana a précisé que les rebelles tués étaient de nationalité saoudienne, qatarie ou russe de Tchétchénie et qu'ils appartenaient au Front al-Nosra, ainsi qu'au groupe salafiste Liwa' el-Islam. Les télévisions ont montré des images de dizaines de corps entassés sur un sentier dans une région quasi-désertique. La télévision du Hezbollah, al-Manar, a diffusé une vidéo prise la nuit, de l'embuscade. Cette embuscade représente un succès important pour les forces de Bachar el-Assad dans leur tentative de renforcer leurs positions dans la capitale et à proximité. L'armée gouvernementale est parvenue à reprendre la main ces derniers mois, notamment grâce à l'intervention du Hezbollah.

Revue de presse

As-Safir (Quotidien libanais proche du 8-Mars)

(28 février 2014)

Le détenu Mahmoud Abou Aalfa, membre des Brigades Abdallah Azzam, a avoué qu'il était en train, avant son arrestation, de planifier l'assassinat du président de la Chambre Nabih Berry. Il a indiqué aux enquêteurs des services de renseignement des FSI que certains individus étaient chargés de la surveillance de toutes les entrées du quartier d'Aïn al-Tiné à Beyrouth et de certains endroits sensibles que fréquentait Berry. Un attentat-suicide à la voiture piégée aurait été envisagé pour assassiner le président de la Chambre. Une source officielle a précisé que les Brigades Abdallah Azzam, affiliées à Al-Qaïda, étaient à deux doigts de fixer l'heure H de cet attentat. Le chef des renseignements des Forces de sécurité intérieure (FSI), le général Imad Osman, en a informé l'un des proches collaborateurs de Nabih Berry, lui conseillant de renforcer les mesures de sécurité et de limiter ses déplacements autant que possible.

Abou Aalfa a été chargé par un haut responsables des Brigades Azzam, cheikh Sirajeddine Zoureikat, de mettre au point ce plan visant. Il a avoué avoir exploré la région à plusieurs reprises et avoir inspecté les entrées du palais, pour évaluer la capacité de résistance des portails en fer face à d'éventuelles attaques à l'explosif. Il a communiqué ses observations à Zoureikat, en estimant que l'importance des mesures de sécurité entourant la résidence de M. Berry rendait pratiquement impossible tout attentat. Cela ne les a pas empêché de poursuivre leur projet et ils sont parvenus à la conclusion que plusieurs attaques suicides étaient nécessaires.

La déposition d'Abou Aalfa correspond à des informations en possession depuis un certain temps des services de sécurité libanais et des agences de renseignement européennes, indiquant que M. Berry figurait sur la liste des cibles des groupes extrémistes. Les services connaissaient même les noms des individus impliqués dans les préparatifs de cet attentat, liés à Al-Qaïda et actifs dans le camp palestinien d'Aïn el-Héloué, près de Saïda.

As-Safir ajoute que le plan consistait en une double attaque suicide, la première contre l'entrée sud de la résidence de M. Berry, près des magasins Exotica, et la seconde visant l'entrée nord, du côté de Verdun.

Un des rapports des agences de renseignement précise que le groupe envisageait d'assassiner M. Berry à l'aide d'un fusil de haute précision.

As-Safir (28 février 2014)

À ceux qui refusent de faire mention de la résistance dans la déclaration ministérielle, Nabih Berry a demandé : « Qu'avez-vous fait après le raid israélien, et quelle fut votre réaction ? » M. Berry a assuré qu'il tenait fermement à ce que le droit du Liban et des Libanais à la résistance contre l'occupation soit inclus dans la déclaration ministérielle. Il répliquait ainsi aux membres du comité de rédaction qui prônaient de substituer au terme « résistance » une expression évoquant le droit de « faire face aux agressions israéliennes ». « R-É-S-I-S-T-A-N-C-E... Je ne renoncerai à aucune de ces lettres et refuserai toute compromission », a martelé le président de la Chambre. Tout en ne niant pas le rôle qu'il avait joué pour faire paraître la déclaration de Baabda, N. Berry a ajouté : « Citez-moi comme ayant appelé à inclure la déclaration de Baabda et la trilogie armée-peuple-résistance dans la déclaration ministérielle. Sinon, œuvrons pour un compromis portant sur les deux en même temps ». Dénonçant le retard pris par l'adoption de la déclaration ministérielle, il a lancé : « Je pourrais dès à présent convoquer une séance de la Chambre pour élire un président de la République si l'on continuait à perdre du temps en discutant de ce qui devrait être une évidence dans la déclaration ministérielle. Vous verriez alors comment le vent tournerait. » Appelant à mettre fin à toute attitude dilatoire, il a considéré qu'il était temps que la déclaration ministérielle soit mise au point pour que le cabinet se mette à l'œuvre.

As-Safir (28 février 2014)

Daoud Rammal

Avec la tenue de la deuxième réunion du groupe international de soutien au Liban à Paris, et en attendant que le gouvernement Salam obtienne la confiance du Parlement, la mobilisation

occidentale et arabe se tourne vers l'élection présidentielle pour qu'elle puisse avoir lieu à la date prévue par la Constitution.

Une personnalité libanaise ayant rencontré des ambassadeurs occidentaux en poste au Liban les cite comme s'étant opposés à tout vide à la présidence. L'Occident est intervenu pour aplanir les obstacles extérieurs à la naissance du gouvernement. Les États-Unis et l'Onu auprès de l'Arabie, la France et la Suisse auprès de l'Iran. Ces ambassadeurs affirment que si les Libanais ne se décident pas à empêcher un vide à la présidence, l'Occident interviendra par souci de préserver la stabilité, en exerçant des pressions positives en vue du respect de l'échéance. Les grandes puissances sont en effet convaincues que la trêve actuelle entre le Hezbollah et le Courant du futur pourrait y contribuer, d'autant que Saad Hariri n'a cessé de répéter récemment être opposé au vide à la tête de l'État, alors que Hassan Nasrallah a ouvertement déclaré : « Finissons-en avec le dossier du gouvernement et élisons un président de la République ».

As-Safir (27 février 2014)

Le Hezbollah a attendu, avant de publier un communiqué au sujet du raid aérien israélien, de collecter toutes les données sur le terrain et d'analyser la portée de cette attaque ainsi que la manière d'y faire face. Surtout que le parti prend soin, dans de telles situations, de ne pas réagir impulsivement ou avec précipitation. Généralement, il prend tout le temps nécessaire pour adopter la position adéquate.

Voilà pour la forme. Pour le fond, des milieux proches du Hezbollah assurent que le raid a eu des résultats insignifiants sur le plan militaire, mais il est grave dans la mesure où il constitue une tentative de changer les règles d'engagement sur le territoire libanais. Et cela, le Hezbollah ne le permettra pas. Il n'acceptera pas la consécration d'une nouvelle équation israélienne qui consiste à exploiter le conflit en Syrie, et la participation du parti dans cette guerre, pour asséner des coups à la Résistance sans attendre de réaction de sa part.

Des milieux informés du climat des délibérations au sein du commandement après le raid font état d'une « décision ferme et décisive d'empêcher une modification des règles d'engagement

consacrées par la Résistance lors des différentes étapes du conflit avec l'ennemi. » « Le parti est très sérieux lorsqu'il assure qu'il ripostera au moment et à l'endroit opportun, même s'il a eu lieu près de la frontière syrienne et n'a pas occasionné de pertes humaines », poursuivent les mêmes milieux.

Le Hezbollah considère que ce raid s'inscrit dans le cadre du « compte ouvert » entre lui et Israël, lequel ne cache pas son inquiétude que le parti soit en possession de capacités susceptibles de briser l'équilibre militaire. Aussi, le Hezbollah ne place pas cette attaque dans le cadre des développements de la guerre en Syrie, d'autant qu'elle s'est produite en territoire libanais, même si certains milieux de l'opposition syrienne ont laissé attendre que le raid pourrait servir ses calculs militaires.

As-Safir (25 février 2014)

Un haut responsable officiel libanais a reçu dernièrement un rapport sur les principales figures de « l'État islamique de la prison de Roumié ». Il s'agit du yéménite Ali Abdel Karim Saleh, surnommé Abou Tourab ; le Russe Serguei Vladimir Fichoski, surnommé Serguei le Russe ; le Syrien Taha Sleiman ; le Palestinien Hamzé Amine Kassem ; les Libanais Osman Mohammad Ibrahim et Bilal Khodr Ibrahim ; le Jordanien Youssef Osman Abdel Salam (responsable du Front al-Nosra), le Palestinien Mohammad Sleiman Khalaf ; le Saoudien Khaled Soueid, membre du Conseil de la Choura de la branche d'Al-Qaïda en Tchétchénie ; le Syrien Mohammad Saleh Zawawi, surnommé Abou Salim Taha (ancien responsable de Fatah al-Islam et membre actuel d'al-Nosra) ; le Saoudien Fahd al-Moughames (responsable d'Al-Qaïda).

Le rapport souligne que la plupart des détenus ont prêté serment d'allégeance au chef du Front al-Nosra, Abou Mohammad al-Joulani. Ils dirigent un réseau qui possède des ramifications dans d'autres prisons au Liban et le contact est établi grâce à Internet. En effet, des dizaines de smartphones, dont certains offrent le service Skype (son et image), ont été introduits dans la prison. Ils permettent de fournir aux détenus des données et des informations ou de donner des ordres, dont des attaques contre des cibles bien déterminées. Il suffit de se connecter à certaines adresses Internet à travers le système sans fils (Wireless) pour que

le contact soit établi, jusqu'avec des forums au fin fond du monde. Le rapport indique que plusieurs tentatives visant à déconnecter les smartphones du réseau ont eu lieu, à travers notamment un pylône de télécommunications installé près de la prison de Roumié. Mais le contact était rétabli très rapidement et les choses rentraient dans l'ordre. Début février, du matériel sophistiqué non pas de brouillage mais d'interruption des connections a été installé, mais personne n'a osé jusqu'à présent l'actionner, les ministères de l'Intérieur et de la Justice se dérobaient à leurs responsabilités.

Le Front al-Nosra et consorts ont inscrit à leur ordre du jour la préparation d'une opération militaire et sécuritaire pour une évacuation collective d'un grand nombre de détenus ; soit à travers une mutinerie à l'intérieur de la prison, à la faveur de laquelle des ouvertures seraient faites dans les murs d'enceinte, à l'aide de charges piégées à base de carbone ; soit à partir de l'extérieur du pénitencier, selon plusieurs scénarios. L'un d'eux prévoit une attaque par des assaillants portant l'uniforme des Forces de sécurité intérieure (FSI) ; un autre plusieurs attaques suicide à divers endroits, qui provoqueraient une situation chaotique. Des attaques préventives contre d'autres prisons ne sont pas exclues, notamment à Zahlé ou à Jezzine, où la plupart des partisans du cheikh Ahmad al-Assir sont détenus dans un site qui n'est pas entouré des mesures de sécurité et de protection nécessaires.

Le rapport conclut que les détenus islamistes de Roumié sont en contact quotidien avec des forums proches d'Al-Qaïda en Afghanistan, en Irak, en Syrie, au Pakistan, en Tchétchénie et dans des pays du Golfe. Ils ont lancé des campagnes de solidarité avec eux et ont demandé à Abou Mohammad al-Joulani et à l'émir de « Daech » (L'État islamique en Irak et au Levant), Abou Bakr al-Baghdadi, de les faire libérer par la force. Ils sont également en contact quotidien avec des personnalités islamistes libanaises et des tribunes médiatiques, sous l'œil des autorités libanaises qui regardent en spectateur.

An-Nahar (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

(28 février 2014)

Des sources diplomatiques informées affirment que le conflit syrien demeure à son apogée et réserve au Liban, à la région et au monde

de nouvelles surprises, notamment à la lumière des derniers développements de la bataille de Yabroud et des préparatifs pour une avancée de l'opposition vers Damas. Ces batailles contribueront certainement à briser l'équilibre en place.

En formant un nouveau gouvernement et en planchant sur la déclaration ministérielle, le Liban a franchi une étape importante qu'il s'agit de sauvegarder. Les sources affirment à cet égard que le timing du gouvernement ainsi que l'intensification des efforts pour la tenue de la conférence de Paris en mars, puis de celle de Rome, traduisent une volonté internationale claire de protéger le Liban durant une phase cruciale où se jouent la crise syrienne, les négociations sur le nucléaire iranien et le compromis israélo-palestinien.

Cependant, les sources diplomatiques affirment que les factions libanaises réalisent bien que le soutien international demeure très restreint par rapport aux trois défis principaux que le Liban doit relever :

- ▶ épargner au Liban les répercussions de la crise syrienne, au moment où se côtoient les parties opposées à l'implication en Syrie et les parties impliquées ;
- ▶ mettre un terme aux attentats terroristes ;
- ▶ traduire les paroles en actions, notamment en ce qui concerne l'échéance présidentielle.

Al-Akhbar (Quotidien libanais proche du 8-Mars)

(28 février 2014)

Bien que le 8 et le 14-Mars assurent qu'une ambiance positive règne lors du débat sur l'avant-projet de la déclaration, les divergences persistent au sujet de la clause relative à la résistance, en attendant de trouver une tournure linguistique acceptée de tous. sinon, le gouvernement n'obtiendra pas la confiance du Parlement. Selon des personnalités l'ayant rencontré, le président Nabih Berry, tout comme le Hezbollah, tient à ce que le terme « résistance » figure dans la déclaration ministérielle. Des sources liées au 8-Mars, assurent donc que ce camp politique ne renoncera pas à la formulation qu'il avait proposée en ce qui concerne la résistance : « Vu la responsabilité de l'État en matière de préservation de la souveraineté et du sol libanais, le gouvernement confirme le droit

des Libanais à la résistance contre toute agression et à la libération du territoire occupé par tous les moyens légitimes et disponibles ». Il serait toutefois possible de modifier cette clause en y ajoutant la mention suivante : « Le gouvernement confirme le devoir du Liban et le droit des Libanais à la résistance. » L'ambiance n'est pas négative. Mais si le 14-Mars demeure attaché à ce que la clause relative à la résistance soit entièrement rayée de la déclaration ministérielle, le gouvernement sera assuré de ne pas obtenir la confiance du Parlement. Les mêmes sources ont indiqué que le débat se poursuivrait et qu'il n'est pas impossible de parvenir à une entente. Des sources proches du 14-Mars ont prédit, quant à elles, un accord imminent sur la déclaration ministérielle.

Si la déclaration ministérielle n'est pas mise au point aujourd'hui (vendredi), il sera improbable que le vote de confiance ait lieu d'ici le début de la semaine prochaine. Ce qui revient à dire que le président Michel Sleiman participera à la conférence de Paris en appui au Liban, le 5 mars prochain, avant que le nouveau gouvernement n'ait obtenu la confiance de la Chambre, alors qu'il aurait préféré se rendre à Paris après ce vote.

Al-Akhbar (26 février 2014)

Jour après jour, des détails supplémentaires apparaissent dans les aveux de Naïm Abbas. Beaucoup d'informations recueillies par les enquêteurs des services de renseignement de l'armée sont jugées « très importantes ». Abbas était le sous-traitant des opérations du Front al-Nosra et de Daech à Beyrouth. Il est totalement ou partiellement responsable de la plupart des attaques terroristes contre la banlieue sud, à commencer par les tirs de roquettes sur Chiyah, au milieu de l'année 2013, en passant par l'attentat de Bir al-Abed et les deux attaques suicide de Haret Hreik.

Dans ses aveux, Naïm Abbas reconnaît qu'il était en contact avec le dénommé Abou Khaled al-Souri, le compagnon de route d'Oussama Ben Laden et de Abdallah Azzam et le représentant d'Ayman al-Zawahiri en Syrie, chargé de l'arbitrage entre al-Nosra et Daech. Abou Khaled, qui est aussi l'un des fondateurs de « Harakat Ahrar al-Cham », a été assassiné il y a trois jours à Alep. Tout ce qu'il y a dans la déposition de Abbas est dangereux : les opérations qu'il a menées et celles qui n'ont pas réussi, le nom de

l'un de ceux qui lui fournissait l'argent en provenance de Daech, cheikh Omar Jouaniyé, membre de l'Association al-Takwa à Beyrouth, qui lui a un jour remis 20 000 dollars.

En marge de ces aveux, il existe d'autres informations, non moins importantes, fournies par deux candidats kamikazes appréhendés par l'armée dans le sillage de l'arrestation de Abbas. Il s'agit de Bakr Mohammad al-Mahmoud (né en 1996 à Wadi Khaled) et Omar Moumtaz Khodr (né en 1991 à Berqayel). Le premier a été arrêté dans la Békaa et a reconnu qu'il avait accepté de commettre un attentat suicide préparé par Naïm Abbas pour le compte de Daech. Il a nommé dans son interrogatoire cheikh Imad Malis, qui l'a recruté pour aller combattre en Syrie et pour mener une attaque suicide contre les « rawafed » (le nom donné aux chiites par les extrémistes sunnites, ndlr). Le second a été arrêté alors qu'il revenait de Syrie pour aller rencontrer cheikh Houssam Sabbagh, au Liban-Nord, pour lui remettre une somme d'argent à être utilisée dans la préparation de voitures piégées.

Sabbagh est l'un des plus éminents dignitaires religieux de Tripoli et a un ascendant sur la plupart des hommes armés de la ville, et entretient des relations étroites avec les chefs des groupes armés au Nord et en Syrie, ainsi qu'avec l'ancien chef du Rassemblement des ulémas musulmans, Salem al-Raféï. Certains milieux sécuritaires disposent d'informations selon lesquelles il serait l'un des représentants d'Al-Qaïda au Liban et serait membre du Conseil de la choura, chargé en 2006 de préparer le terrain pour l'implantation de l'organisation au Liban et le recrutement de combattants pour les envoyer en Irak.

Sabbagh est aujourd'hui un homme libre. Il participe, de temps à autre, à des réunions avec des responsables sécuritaires et des officiels à Tripoli.

En bref, il est l'une des « lignes rouges » que l'État libanais n'ose pas toucher. Il l'est toujours bien que son nom ait apparu dans la déposition d'un kamikaze qui préparait des attentats à l'explosif au Liban.

Al-Raï (Quotidien koweïtien, 28 février 2014)

Le quotidien koweïtien Al-Raï rapporte, vendredi, que des commandants de la salle d'opération commune entre l'armée

syrienne et le Hezbollah ont indiqué que la grande colonne de rebelle syriens, tombée cette semaine dans une embuscade dans la Ghouta orientale (175 morts), se dirigeait vers le Sud de la Syrie, plus précisément vers la Jordanie. Ce sont les rescapés qui ont fourni cette information lors de leur interrogatoire. Les mêmes sources ajoutent que « l'embuscade est l'une des réponses aux attaques lâches qui visent des civils et des entreprises au Liban ». « Ce type d'opérations est organisé dans des passages empruntés par le Front al-Nosra lors de ses tentatives visant à reprendre le contrôle de la Ghouta », ont déclaré ces sources. Les commandants de la salle d'opération ont indiqué que neuf embuscades du même type ont déjà été tendues contre le Front al-Nosra et ont fait 623 morts étrangers et plusieurs centaines de morts syriens, sans aucune bataille. « Il s'agit d'un message à l'ennemi israélien pour lui montrer ce qui l'attend s'il décide de se lancer dans une aventure militaire contre le Liban », ont affirmé les mêmes sources.

L'Orient-Le Jour (Quotidien francophone libanais proche du 14-Mars)

Scarlett Haddad, (1er mars 2014)

Il a suffi que le Hezbollah annonce dans un communiqué évasif son intention de riposter au double raid israélien dans la région de Janta, en précisant qu'il a eu lieu à l'intérieur du territoire libanais, pour qu'Israël déclare l'état d'alerte dans certaines zones à la frontière du Liban. Plus même, le village de Ghajar a été totalement évacué et décrété zone militaire, tant est grande la crainte des israéliens d'une réédition de l'enlèvement de leurs soldats, dans la région de Adaïssé en 2006, qui a été officiellement à l'origine de la guerre de juillet de la même année. Depuis deux jours, les médias israéliens multiplient les analyses et les supputations sur la forme et le timing de la riposte du Hezbollah. Surtout après le piège de Outaïba, dans la Ghouta orientale, au cours duquel les soldats syriens et les moujahidine du Hezbollah ont réussi à tuer plus de 170 combattants de l'opposition, en route pour préparer une grande offensive contre les forces du régime dans le rif de Damas. Les experts militaires estiment que ce piège rappelle par sa précision et son audace la fameuse opération d'Ansariyé en septembre 1997 réalisée par les combattants du Hezbollah contre

des soldats israéliens. Dans cette opération, le Hezbollah avait réussi à obtenir des informations sur un débarquement israélien dans ce village du Sud, et ses hommes avaient tendu un piège aux assaillants qui leur a permis de tuer les douze soldats israéliens qui ont participé à cette opération, dont le chef de l'unité Yossi Korkin. À cette époque, l'armée israélienne avait affirmé que le Hezbollah avait réussi son coup par hasard, ayant installé des défenses dans la région par simple précaution. Il a fallu attendre de nombreuses années pour connaître le fin mot de l'opération, lorsque, dans une conférence de presse donnée en 2010, le secrétaire général du Hezbollah a révélé comment son parti avait réussi à infiltrer les codes de transmission et de communication des unités israéliennes avec leurs bases au nord de la Galilée. Ce qui lui avait permis de connaître à l'avance les détails et le timing de l'opération qui se préparait. Le piège de Outaïba ressemblerait donc à celui d'Ansariyé. Ce qui serait le signe de la qualité des informations captées par les forces du régime syrien et leurs alliés libanais, ainsi que leur niveau de préparation et leur vigilance.

Les médias israéliens ont donc pris les menaces de riposte du Hezbollah au sérieux, d'autant que le parti aurait pu garder le silence ou arguer du fait que les raids ont eu lieu dans une zone frontalière imprécise, plutôt du côté syrien, se dégageant ainsi de la responsabilité de riposter. Mais en affirmant qu'ils ont visé le territoire libanais, le Hezbollah montre clairement, selon les médias israéliens, qu'il ne veut pas étouffer l'affaire et est au contraire prêt à rendre coup pour coup. L'inquiétude reflétée par les médias israéliens et l'état d'alerte déclaré le long de la frontière avec le Liban montrent que l'attitude du Hezbollah a déjà porté ses fruits. Depuis la publication du communiqué du Hezbollah, les analystes militaires israéliens ont multiplié les commentaires sur les failles du système de défense antimissiles installé dans le pays avec l'aide des États-Unis. Selon ces analystes, ce système permet de défendre des régions précises bombardées par des missiles précis. Il n'assure donc pas la protection de l'ensemble du pays et n'est pas efficace contre tous les types de missiles. Il n'est pas non plus efficace en cas de bombardement intensif, dans le sens qu'il peut intercepter un nombre déterminé de missiles seulement. Et, enfin, il est très coûteux.

Toutes ces données montrent que les Israéliens ont cru pouvoir adresser un message musclé au Hezbollah, pensant que ce dernier l'aurait reçu et en aurait tenu compte, et l'affaire en serait restée là. Mais la réaction du Hezbollah a surpris les Israéliens, et les milieux diplomatiques occidentaux affirment depuis deux jours que ni Israël, ni les États-Unis, ne veulent d'une nouvelle guerre entre le Hezbollah et l'armée israélienne, ni d'ailleurs de la moindre escalade le long de la frontière entre le Liban et Israël. De plus, ces développements sont intervenus au moment où se tenait une réunion à l'ONU demandée par l'Arabie saoudite pour « examiner la situation humanitaire » en Syrie. Cette réunion avait été l'occasion d'un débat véhément entre le représentant de la Syrie Bachar Jaafari et celui du royaume wahhabite, en présence du délégué israélien et de ceux d'autres pays de la région. Jaafari en a profité pour dénoncer ce qu'il a considéré comme « la collusion entre l'Arabie, Israël et des factions de l'opposition syrienne ». Ce qui lui a valu les violents démentis du délégué saoudien et ses accusations au « régime syrien qui tue sauvagement son peuple ». Mais la surprise est venue du représentant de l'Égypte qui n'a prononcé qu'une seule phrase pourtant significative, puisqu'il a dit : « Il ne faut pas oublier que le Golan syrien est occupé par Israël. » Le régime égyptien, actuel et en gestation, n'est donc pas acquis aux thèses saoudiennes et... israéliennes au sujet de la Syrie et de la guerre régionale qui s'y déroule. La situation en Égypte a donc beau être confuse, ce pays n'en reste pas moins à la recherche d'une certaine distance entre lui, les Israéliens, les Américains et les Saoudiens. Les efforts pour neutraliser le pays des pharaons n'ont pas encore abouti, et le moment où Israël pourra faire ce qu'il veut dans la région n'est pas encore arrivé. La réaction des médias israéliens au communiqué du Hezbollah en est la meilleure preuve...

Lebanonfiles (Site d'information indépendant, 27 février 2014)

Des figures médiatiques proches du Courant du futur, ou évoluant dans son orbite, n'ont pas caché leur mécontentement de ce qu'elles ont entendu de la bouche de l'ancien Premier ministre, Saad Hariri. Ces journalistes se sont jetés des regards étonnés en entendant M. Hariri, qui les recevait à Riyad, leur parler de sa

coordination permanente avec le général Michel Aoun, surtout lorsqu'il a dit : « J'apprécie cet homme ».

Ces journalistes travaillent dans des médias appartenant à Saad Hariri ou proches de lui. Ils ont en commun leur soutien à l'ancien Premier ministre et leur haine du général Michel Aoun.

Le chef du Courant du futur a été très clair, en affirmant qu'il était en contact téléphonique quasi-quotidien avec le général Aoun, précisant que la coordination porte sur des questions diverses. À la question de savoir si ce contact est un indice sur un accord pour l'élection du général Aoun à la présidence, M. Hariri a déclaré : « Jusqu'à présent, nous n'avons pas abordé la question de l'élection présidentielle ».

La visite de ces journalistes à Riyad a eu lieu il y a une semaine. Et depuis, certains participants à cette rencontre ont la mine sombre.

AFP (Agence France-Presse, 27 mars 2014)

Le groupe jihadiste l'État islamique en Irak et au Levant (ÉIIL) a annoncé avoir imposé une série de règles aux habitants chrétiens de la ville syrienne de Raqqa qu'il contrôle. Le groupe a annoncé lui-même cet « accord » contenant 12 règles censées garantir la « protection » des chrétiens. Ceux qui ne le respecteront pas seront traités comme des ennemis, a-t-il menacé. Quelque 300 000 personnes habitaient cette ville avant le début des violences en Syrie en mars 2011, et moins de 1 % étaient chrétiens. Nombre d'entre eux ont quitté la ville quand l'ÉIIL a commencé à attaquer et à brûler des églises. Le texte, publié sur des forums jihadistes et portant le cachet de Daech, stipule que les chrétiens doivent verser une taxe, qui était imposée aux premiers temps de l'islam aux non-musulmans. Les chrétiens fortunés doivent payer jusqu'à l'équivalent de 13 grammes d'or pur, ceux de la classe moyenne devront verser la moitié de cette somme, et les défavorisés le quart. L'« accord » exige également que les chrétiens s'abstiennent de montrer « une croix ou toute chose de leur Livre dans les marchés ou les endroits où il y a des musulmans » et d'« utiliser des haut-parleurs pour faire entendre leurs prières ». Les chrétiens doivent également s'abstenir de « célébrer leurs rituels (...) hors de l'église ». Selon cet « accord », ils doivent également obéir aux « règles imposées par l'ÉIIL, comme celles liées à la discrétion dans

la manière de s'habiller ». Le groupe jihadiste a également indiqué que les chrétiens « ne devaient pas restaurer les monastères ou les églises (...) dans leur ville ou les environs ». Les chrétiens ne doivent pas porter d'armes, a aussi précisé l'ÉIIL, en avertissant que ceux qui ne respecteraient pas ces règles feront face au même « destin » que celui subi par la rébellion.

Pierre Khalaf

Source
New Orient News

[1] Lire notre dossier sur le coup d'État ukrainien de 2014, notamment :

- ▶ « [Le printemps arabe frappe à la porte de l'Europe](#) », par Andrew Korybko, Traduction Gérard Jeannesson, Oriental Review, Réseau Voltaire, 3 février 2014.
- ▶ « [Après la Yougoslavie, l'Ukraine ?](#) », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 5 février 2014.
- ▶ « [Conversation entre l'assistante du secrétaire d'État et l'ambassadeur US en Ukraine](#) », Oriental Review, Réseau Voltaire, 7 février 2014.
- ▶ « [Washington peut-il renverser trois gouvernements à la fois ?](#) », par Thierry Meyssan, Al-Watan (Syrie), Réseau Voltaire, 23 février 2014.
- ▶ « [Moscou inverse les rôles à Kiev](#) », par Thierry Meyssan, Al-Watan (Syrie), Réseau Voltaire, 2 mars 2014.
- ▶ « [Qui sont les nazis au sein du gouvernement ukrainien ?](#) », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 2 mars 2014.

[2] « [Comment le Conseil des relations étrangères détermine la diplomatie US](#) », Réseau Voltaire, 25 juin 2004.

Source : « La Syrie, l'Ukraine et le monde nouveau », par Pierre Khalaf, New Orient News, *Réseau Voltaire*, 3 mars 2014, www.voltairenet.org/article182434.html